

**Accord national interprofessionnel**

**RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES**

**(Accord du 8 décembre 1961)**

**(15 mars 1988)**

*(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)*

(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,

*Journal officiel* du 30 juin 1988)

**AVENANT DU 22 OCTOBRE 2009**

À L'ACCORD DU 8 DÉCEMBRE 1961 PORTANT MODIFICATION  
DE LA DÉLIBÉRATION 22 B

NOR : ASET0951206M

Entre :

La CGPME ;

L'UPA ;

Le MEDEF,

D'une part, et

La CGT ;

La CFE-CGC ;

La CFTC ;

La CFDT ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**CHAPITRE IV**

Le chapitre IV, intitulé : « Cas des salariés en congé parental d'éducation, en congé de présence parentale, en congé de solidarité familiale ou en congé de soutien familial », est modifié comme suit :

Le 7<sup>e</sup> alinéa est complété comme suit :

« La décision d'utiliser la faculté offerte ci-dessus pour l'un ou l'ensemble des congés susvisés doit être prise par accord au sein de l'entreprise ; elle s'impose alors à tous les personnels qui sont ou seront concernés par l'un des congés susvisés.

Le versement de cotisations intervient en principe pendant toute la durée du congé. Toutefois, une durée limitée peut être retenue par accord conclu au sein de l'entreprise ; elle doit être au minimum égale à 6 mois (sauf pour les congés familiaux qui, par nature, ont une durée inférieure). »

Le reste est sans changement.

Fait à Paris, le 22 octobre 2009.

(Suivent les signatures.)